SSP HAUTES ÉCOLES

LETTRE D'INFORMATION DU SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS

№27 JUIN 2025

CONFÉDÉRATION ET CANTON : COUPES EN VUE

Le Conseil fédéral a adressé au Parlement le programme d'austérité prévoyant des coupes gigantesques dans les dépenses de la Confédération (2,7 milliards de francs en 2027, 3,6 milliards en 2028). Ce programme touchera aussi le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI), avec des coupes prévues de 460 millions par an, notamment par la réduction des subventions aux EPF, aux universités cantonales et aux HES. Le "message FRI" voté par le Parlement fédéral prévoit certes des crédits d'engagement de 29,2 milliards pour la période 2025-2028, mais il ne s'agit que d'un plafond de dépenses, qui peut très bien être diminué.

Il est prévu de réduire le budget du FNS de 139 millions l'année prochaine, ce qui correspond à 700 projets et 2000 emplois. De plus, les mesures de soutien à la relève académique, conquises à la suite de notre mobilisation nationale de 2021, seront également abolies, notamment celles concernant les "contributions liées à projets" (PgB).

Les Cantons ne compenseront pas les pertes subies par le niveau fédéral. Ils sont déjà engagés dans des politiques d'austérité et cherchent à réduire leurs impôts dans la course à la sous-enchère fiscale. Dans le canton de Vaud, le gouvernement a contraint l'Université à économiser 4 millions de francs dès cette année, alors que l'initiative patronale visant une réduction des impôts de 12% doit être bientôt soumise au vote. À l'UNIGE, les économies s'élèvent à 20 millions sur la période 2024-2027, tandis qu'à l'UNIFR, elles atteindront 10 millions en 2027.

Pour compenser les pertes, certaines universités pourraient vouloir augmenter les frais de scolarité. La stratégie consiste à réduire le financement des universités par l'impôt progressif, pour augmenter la part des dépenses à la charge des usagers·ères. Cette politique est déjà en route : les EPF et la HES-SO ont augmenté les taxes d'études. Simultanément, les subventions pour la relève scientifique, en particulier les bourses de mobilité pour doctorant·e·s, diminuent. La fin des bourses Doc. Mobility du FNS en 2020 n'a pas été complètement compensée par les universités, aggravant ainsi la précarité professionnelle et les perspectives de carrière des jeunes chercheur-euse-s..

Le Parlement fédéral se prononcera cet automne sur ce programme de coupes. Des événements sont d'ores et déjà prévus par les syndicats, les organisations étudiantes et les associations du corps intermédiaire des hautes écoles. Sans mobilisation large du monde académique, il sera impossible d'échapper à ces coupes. Les conséquences de ce programme d'austérité se feront sentir pendant des années et dégraderont durablement les conditions de travail et d'études dans tous les établissements.

On trouvera en page 3 de cette Lettre Info quelques témoignages qui ont été prononcés lors du rassemblement contre les hausses des taxes d'étude et les coupes budgétaires qui a eu lieu le 5 mai à l'UNIL.

ssp vaud

DORIGNY

NON À L'AUTOROUTE

Ce printemps, le SSP Hautes Écoles a lancé une pétition contre le projet de nouvelle jonction autoroutière à Chavannes-près-Renens, juste à côté du bâtiment Géopolis.
Cette jonction fait elle-même partie d'un projet plus vaste comptant notamment une autre jonction à Écublens, l'augmentation du nombre de voies autour de Crissier (y compris celles menant au campus UNIL-EPFL et au rond-point de la Maladière), ainsi que la construction de nouvelles voies à l'entrée de la Blécherette.
Ce projet présenté en 2010 par l'Office fédéral des routes (OFROU) est d'un autre âge. L'élargissement des autoroutes a un petit goût d'années 1980 lorsque le « progrès » semblait correspondre à l'augmentation sans fin des capacités des autoroutes pour pouvoir se déplacer plus rapidement. Quarante ans plus tard, la réalité a rattrapé ces concepts absurdes, en montrant que l'élargissement des autoroutes provoque une augmentation du trafic, qui à son tour ralentit le trafic en engorgeant ces mêmes autoroutes (et tous leurs accès), tout en augmentant la pollution. Plutôt que de poursuivre dans cette voie désastreuse qui aura les mêmes conséquences que celles que nous observons aujourd'hui, il faut au contraire avancer avec des projets reposant sur le développement des transports publics et de la mobilité douce.
La commune de Chavannes-près-Renens, directement concernée par ce projet nuisible, s'y est opposée en janvier 2025, contraignant l'OFROU à suspendre le début des travaux qui était déjà programmé. Pourtant, si les habitant·es et les autorités des communes touchées ont été consulté·es, les dizaines de milliers d'usagers·ères du campus UNIL-EPFL ne l'ont pas été. C'est la raison principale qui a conduit le SSP à lancer cette pétition, afin de permettre aux personnes qui travaillent et étudient à Dorigny d'exprimer leur avis sur ce projet. On peut la signer en ligne sur vaud.ssp-vpod.ch
Outre l'abandon du projet de jonction autoroutière, la pétition du SSP demande une rénovation urgente du métro m1, une diminution substantielle du prix des transports publics pour les étudiant·es et l'amélioration de l'accès au campus à pied et en vélo.
Le SSP se bat depuis de nombreuses années pour que les questions de mobilité soient considérées comme faisant intégralement partie de nos conditions de travail. Déjà aujourd'hui, 85% des usagers·ères du campus s'y rendent autrement qu'en voiture (les parkings vides sont là pour le prouver). Ce projet n'a donc aucune utilité pour les salarié·es et les étudiant·es de l'UNIL et de l'EPFL, alors qu'il dégradera sérieusement leur environnement de travail par le trafic supplémentaire induit autour du campus et la pollution qu'il entraînera.

LIVRE

MISÈRE DES VACATAIRES

Dans son livre Le vacataire, Thomas Porcher relate une journée de travail-type comme enseignant vacataire dans trois universités et une classe préparatoire en France : 40 heures de cours par semaine – soit « dix à quinze fois » ce que ferait un·e professeur·e titularisé·e –, des pauses de midi de 30 minutes passées dans le métro à corriger des copies (au moins 100 par semaine) aussi vite que possible, un sandwich à la main si la boulangerie du coin n'était pas bondée.
Aujourd'hui professeur d'économie, Thomas Porcher a été vacataire pendant cinq ans. Son ouvrage révèle les conditions de travail catastrophiques que connaissent à présent plus de 60% du personnel enseignant des universités françaises. Embauché·es pour assurer les enseignements dont personne ne veut, payé·es à l'heure de cours avec au mieux un versement tous les six mois, sans droits au chômage et sans congés payés, ces chercheurs et chercheuses croulent sous le travail pour survivre, dans l'espoir de décrocher un poste pérenne. Un objectif qui paraît en même temps hors d'atteinte pour qui n'a plus le temps ni de publier ni d'intervenir dans des colloques…
Ce « piège à précarité » finit par atteindre tous les aspects de la vie. La santé physique en est affectée par une alimentation bon marché, trop sucrée et grasse, et par le manque de temps pour des activités sportives. L'anxiété, une mauvaise estime de soi et le pessimisme s'installent. La vie de couple devient compliquée, les tensions s'accumulant sous le poids du stress quotidien.
Pour rompre ce cercle vicieux délétère, Porcher ne voit qu'une issue : la mobilisation collective. Réduire le pouvoir qu'exercent toujours les professeur·es sur la carrière des non-titularisé·es ou limiter le nombre de CDD possibles pour le même poste dans la même université sont deux exemples parmi d'autres de changements structurels à mettre en œuvre. Mais comment faire corps quand chacun·e craint de mettre en péril sa seule source de subsistance si ce n'est sa carrière, quand son contrat de travail et son cahier des charges ne ressemblent à ceux d'aucun·e autre, et quand on est certes « désespéré, mais pas révolté » ?
En 2023, les vacataires ont malgré tout réussi à se mettre en grève pour exiger le doublement de la rémunération de leurs heures d'enseignement et une indexation de leur revenu. De quoi en prendre de la graine en Suisse, après l'annonce récente de coupes budgétaires massives dans nos universités!

Référence : Thomas Porcher, "Le vacataire. Expérience vécue de la précarité à l'université", Paris, Stock/Philosophie Magazine Éditeur, 2025.

TAXES ET BUDGET: CONTRE L'AUSTÉRITÉ !

Prises de paroles lors du rassemblement de mobilisation le 5 mai à l'Université de Lausanne.

"LE CONSEIL FÉDÉRAL S'ATTAQUE À LA RECHERCHE "

"Alors que nos collectivités publiques disposent de 120 milliards de capitaux propres, le Conseil fédéral attaque les prestations publiques, en particulier la formation et la recherche. Une coalition réunissant une trentaine d'organisations, des étudiant·es, des chercheur·euses et des salarié·es des hautes écoles de Neuchâtel, Vaud, Genève, Fribourg et Bâle, s'est réunie autour d'une résolution commune et l'a envoyée au Conseil fédéral.

Si nous avons décidé de passer à l'offensive, c'est parce qu'en plus d'être touché·es comme l'ensemble de la population par la dégradation des prestations publiques, la formation et la recherche perdraient 460 millions de francs par an, ce qui impliquerait :

– Une réduction du financement des hautes écoles de près de 200 millions de francs par an, compensée par un doublement des taxes d'études, et un quadruplement pour les étudiant·es de l'étranger.

– La réduction de la contribution du FNS à la recherche de près de 140 millions de francs, donc des suppressions massives de projets de recherche et de postes de chercheur·euses.

– La suppression de 30 millions de francs de contributions fédérales pour des programmes sur la relève académique, l'égalité des chances, la durabilité, etc.

Le Conseil fédéral s'attaque à la recherche, et pousse à opérer une discrimination économique xénophobe entre étudiant·es, en réduisant encore la possibilité d'accès à la formation supérieure."

Léa Ziegler, secrétaire syndicale SSP

"NOUS FAISONS LE PARI DE LA LUTTE"

"Au mépris de la jeunesse et pour faire des cadeaux aux plus riches, là où 82% des étudiant·e·x·s travaillent à côté de leurs études, le rapport Gaillard nous montre une nouvelle fois que les politiques se fichent de ce que vit la population, et notamment les plus précaires, en préconisant l'augmentation des taxes d'étude.

À l'heure des saluts nazis et des groupes identitaires véreux et sans impunité qui rôdent sur les réseaux et dans nos rues, cette réforme chassera les étudiant·e·x·s extracommunautaires des hautes écoles. Nous sommes antiracistes et refusons que les étudiant·e·x·s non suisses soient de plus en plus marginalisé·e·x·s. Nous sommes anticapitalistes et refusons que l'on fasse du profit sur le dos des plus démuni·e·x·s. Nous faisons le pari de la jeunesse en refusant que notre université soit hors de prix et en revendiquant des conditions d'étude et de recherche dignes. Nous faisons le pari de la lutte parce que les rues comme les universités nous appartiennent."

Matis, étudiant, association UNIPOLY (UNIL-EPFL)

"LOGIQUE D'UTILISATEUR-PAYEUR"

"Le corps intermédiaire sera encore plus précaire si le programme d'allégement budgétaire 2027 est accepté. La diminution de la subvention du FNS de 10% entraînera la suppression de 700 projets de recherche entre 2026 et 2028, ce qui signifie le non-renouvellement de quelque 2'000 postes dans les hautes écoles.

Sur le long terme, nous risquons la suppression du financement de la recherche et de l'enseignement universitaires pour laisser place à un système où les étudiant·es doivent financer leurs études, et où les chercheur·euses doivent en partie autofinancer leurs recherches. Cette logique d'utilisateur-payeur aurait pour conséquence d'augmenter les inégalités dans la société, tout en nuisant aux conditions de travail dans le monde académique. En effet, devoir rester compétitif·ve en participant à des colloques et en publiant des articles constitue une somme de travail considérable invisible sur le cahier des charges. "

Zélie, doctorante

"POUR UNE ÉDUCATION ÉMANCIPATRICE ET GRATUITE"

"Le monde académique fait face depuis des années à des attaques contre le savoir critique, la recherche fondamentale, les libertés démocratiques et politiques au sein des établissements. Ces mesures d'austérité s'inscrivent dans ces vagues répressives.

Ce plan ne coupe pas partout : ni dans la police, ni dans le SECO, ni dans les frontières, ni dans les contributions à Frontex. Les mesures visent à couper dans le social, l'éducation, l'environnement, l'égalité, pas par efficacité économique, mais bien pour financer un projet militariste, pour renforcer une armée qui ne sait pas ce qu'elle fera de cet argent.

C'est une lame de fond qui concerne toute la société, et si on n'élargit pas le mouvement, nos victoires risquent d'être payées par d'autres secteurs.

Il faut assumer la rupture avec les logiques capitalistes, nationalistes et militaristes, pour une éducation accessible, démocratique, émancipatrice et gratuite."

Robin Augsburger, doctorant, militant SUD-EP

"L'ABSURDITÉ DU TRAVAIL POUR RIEN"

"En tant que chercheurs·euses titularisé·es, nous sommes déjà très fortement mis·es en concurrence pour les financements de projets de recherche. Les coupes vont encore réduire les chances de voir des projets soutenus et nous contraindre à élaborer des projets toujours plus lourds et complexes, tout en sachant que trois fois sur quatre ils seront refusés. Toute l'absurdité du travail pour rien systématisé. Plus grave, cela réduira drastiquement les postes de doctorant·es et postdocs que nous engageons sur ces projets, ce qui affaiblira la relève académique."

Marc Perrenoud, MER, SSP Vaud

BRÈVES SYNDICALES

INDEMNITÉS POUR LES DOCTORANT·ES

La Direction de l'UNIL a décidé des nouvelles indemnités pour les doctorant·es financé·es par le FNS ou d'autres fonds externes. Dès le mois d'août 2025, ils et elles recevront une indemnité de 500 frs par mois la première année de leur contrat, de 675 frs la deuxième, de 850 frs la troisième et de 1000 frs la quatrième.
Ces indemnités s'accompagneront d'un nouveau cahier des charges qui permettra de consacrer au maximum 20% d'un plein temps à des tâches d'enseignement et/ou de service aux équipes de recherche.
L'augmentation accordée par le FNS et les nouveaux barèmes porteront désormais le salaire des doctorant·es à 90% du salaire d'un·e assistant·e diplômé·e engagé·e à plein temps.
Cela représente une augmentation moyenne de 321 frs par mois par rapport à la situation actuelle, ce qui constitue une vraie amélioration malgré le maintien d'inégalités réelles entre les deux statuts.
Nous pouvons à bon droit nous réjouir de cette décision, qui est un résultat direct des mobilisations menées depuis des années au niveau national et à l'UNIL, par le SSP et d'autres organisations demandant de meilleures conditions de travail pour les chercheurs·euses des hautes écoles.

LEXIQUE MANAGÉRIAL #11: "DÉFI"

"Défi" : Les années 1980-90 étaient celles du "challenge", un terme qui a saturé l'espace public au point d'en devenir un peu ridicule.
Aujourd'hui, dans la communication institutionnelle mais aussi dans les productions de certain·es de nos collègues et étudiant·es, c'est le terme "défi" qui remplace des mots comme "problème" ou "difficulté" qui, sans doute trop "négatifs", ont à peu près disparu. Dans son sens premier, un défi est une provocation agonistique, une invitation au combat. "Relever le défi" est donc une affaire de courage, de force de caractère et finalement d'honneur.
Le recours à cette notion renvoie implicitement mais très clairement à la responsabilité individuelle et à la vertu de chacun·e pour faire face à l'adversité. Un test de "résilience" (cf. notre petit lexique #4) en quelque sorte.
Dire "défi" n'est donc pas simplement une autre façon de dire "problème", mais impute la responsabilité à qui est confronté·e au problème d'être à la hauteur et de relever le "défi".

CONSEILS PRATIQUES SI VOUS TRAVAILLEZ DANS UNE HAUTE ÉCOLE

Que faire en cas de maladie ou d'accident ? Qui garantit votre salaire dans ces situations ? Quels sont vos droits à l'assurance-chômage comme chercheur·euse ? Est-elle réservée aux citoyen·nes suisses ?
Quelles sont les erreurs à ne pas commettre lorsque vous vous inscrivez au chômage ? Quels sont les conseils à suivre si vous occupez une fonction hiérarchique sur votre lieu de travail ?
Pour répondre à toutes ces questions et à de nombreuses autres, nous avons ajouté une page spéciale sur notre site Internet qui vous fournira de nombreuses informations utiles. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions supplémentaires.

HESAV - MARDI 10 JUIN - 12H - BEAUMONT - SALLE 14
"Coupes budgétaires à la confédération et au canton: Quels effets pour le personnel et les étudiant-e-s à HESAV? Quelles mobilisations pour s'y opposer?
Conférence - discussion avec Léa Ziegler et Raphaël Ramuz du SSP.

INFORMATIONS - ADHÉSION

Le SSP- Section Hautes Écoles est le groupe du Syndicat suisse des services publics qui réunit le personnel des Hautes Écoles (HES) du canton de Vaud, de la HEP Lausanne et de l'Unil, ceci sans distinction de statut. Le SSP regroupe dans tout le pays plus de 35 000 salarié-e-s accomplissant des tâches d'intérêt public (enseignement, administration, santé, social,...). Il est membre de l'Union syndicale suisse.

RÉDACTION

Comité SSP-Hautes Écoles.

SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS
AVENUE RUCHONNET 45
CASE POSTALE 1324
1001 LAUSANNE
T 021 341 04 10 / F 021 341 04 19
VAUD@SSP-VPOD.CH

Pour plus d'informations sur nos activités, consulter les anciennes lettre d'informations et trouver les prises de position du SSP :
HTTP://VAUD.SSP-VPOD.CH
FACEBOOK : SYNDICAT SSP VAUD